

LA QUESTION MEXICAINE.¹

(SUITE.)

IV.

Au moment où l'archiduc Ferdinand-Maximilien d'Autriche montait sur le trône antique des Montézumas et s'apprêtait à rétablir, sur les bases de la justice et de la paix, l'édifice ébranlé de la société mexicaine, l'Eglise, comme tous les autres éléments de force et de vitalité dans ce pays troublé par l'anarchie, se trouvait plongée dans une situation bien triste et bien humiliante. Le gouvernement de Juarez, en s'attaquant à toutes les sources d'ordre et de bonheur, n'avait pas, comme on l'a vu dans le dernier article,¹ épargné le clergé mexicain, ni traité la religion catholique avec plus de justice ou plus de douceur que les autres principes de succès et de félicité. Résolu de marcher jusqu'au bout *dans la voie des réformes démocratiques*, il détruisit tous les éléments conservateurs, tous les principes de paix, tous les moyens de vie et de tranquillité, et plaça à côté de lui, sur le fauteuil présidentiel, la révolution en permanence. Après avoir détruit l'ordre politique, il s'efforça d'ébranler l'organisation religieuse et la hiérarchie ecclésiastique ; après s'être moqué des conditions les plus essentielles de la vie civile, il viola également les règles de la plus commune justice, de la plus stricte équité, et de la plus vulgaire diplomatie.

¹ Voir la livraison d'Avril.